

Expérimenter une méthode de connaissance de la pauvreté et de l'exclusion sociale à partir de celles et ceux qui les vivent

Denys Cordonnier (Valeur Plus), Étienne Bœspflug (Bœspflug & Associés), Denis Prost et Mélanie Durand (Aide Emploi Services), Brigitte Jaboureck et Côme des Bourboux (ATD Quart Monde), Fabienne Brugel (NAJE), Suzanne Rosenberg (Qualification mutuelle), Marie-Agnès Fontanier et Jean-Luc Graven (Secours Catholique)

LE travail de connaissance de la pauvreté, dont la synthèse est présentée ci-après, est le fruit de 15 journées de travail (locales et nationales). C'est donc en peu de temps qu'une manière originale a été testée, d'élaboration d'une connaissance structurée de la pauvreté à partir du vécu et des réflexions sur ce vécu, de personnes ressources ayant l'expérience de la pauvreté. Celles-ci ont guidé les animateurs vers ce qui leur paraissait essentiel, à elles.

Cette étape en appelle au moins deux suivantes :

- inscrire la poursuite d'un tel travail dans la durée : affiner la méthodologie, élaborer et approfondir davantage de « grandeurs », d'« indicateurs », de « modes opératoires », etc.
- développer des démarches de connaissance dans lesquelles dialoguent ensemble des personnes ressources, des acteurs de terrain, des chercheurs.

S'appuyer sur les personnes ressources

Engager cinquante-six personnes dans une démarche de connaissance de la pauvreté, dont une quarantaine ayant l'expérience des situations de pauvreté et des mécanismes d'exclusion, est une initiative ambitieuse. Les acteurs-auteurs de la démarche réalisée sont divers : par leur « statut » (consultants/animateurs, salariés et militants associatifs, personnes ressources) et par leur rapport à l'écrit (certains écrivent beaucoup dans leur métier, certains lisent volontiers, certains lisent et écrivent peu ou pas du tout).

Le rapport est le reflet de la démarche entreprise : la « matière première », la source de nos travaux, la compréhension de la pauvreté, doivent provenir avant tout des personnes ressources. Non pas avec de simples témoignages mais par une prise de recul collective pour construire une connaissance. Ce rapport doit aussi être le reflet organisé de ce que les personnes ressources ont apporté et du travail qu'elles ont effectué. En aucun cas il ne doit être ce que ceux qui rédigent facilement ont envie de rédiger à partir de leurs propres analyses des faits et des réflexions apportés par d'autres. Ce serait confisquer la réflexion et le travail collectifs et retomber dans le travers habituel des « savants » parlant toujours à la place des « sachants ».

Chaque acteur a apporté environ entre 5 et 15 jours de travail pour la connaissance : cela permet de construire partiellement une connaissance formalisée de la pauvreté et de suggérer quelques éléments méthodologiques à prendre en compte pour poursuivre de telles démarches. Cela n'a pas permis une réelle rédaction collective, faute de temps et faute de moyens alloués. Ce rapport n'a pas été rédigé jusqu'au bout avec les personnes ressources ; c'est toutefois un document de travail collectif, qui ouvre une voie à poursuivre.

En d'autres termes, notre rapport est par construction un rapport partiel, un point d'étape, un rendu de notre travail là où il en est, avec ses limites, mais aussi avec toutes les promesses dont il est porteur. Nous ne sommes ainsi qu'au début d'une démarche à développer : s'appuyer sur les personnes ressources pour connaître – et combattre – la pauvreté.

Postures et principes d'action

La démarche de connaissance a été réalisée au travers de la participation de quatre groupes de travail préexistants. La quarantaine de personnes en situation de pauvreté impliquées ont constitué collectivement le groupe des « personnes ressources » :

- ce ne sont pas des personnes enquêtées,
- ce ne sont pas des personnes qui répondent aux questions que d'autres auraient choisies « pour leur bien »,
- ce ne sont pas des personnes qui apportent simplement leur témoignage de vie dont elles ne sauront jamais l'utilisation qui en sera faite,
- ce ne sont pas des personnes à qui d'autres « donnent la parole » avec bonté,

- ce ne sont pas des personnes qui composent un ou plusieurs groupes de parole.

Ce sont des personnes, des citoyens à part entière qui «prennent la parole».

Nous avons ainsi cherché à constituer ensemble – coordinateurs, animateurs et correspondants de terrain, personnes ressources – un «grand groupe de travail», un groupe de «chercheurs experts». Non pas chercheurs au sens du métier de la recherche et développement (qui nécessite un certain nombre de compétences complexes à acquérir). Mais chercheurs au sens où c'est ensemble que nous avons cherché à répondre aux deux questions posées : Qu'est-ce que la pauvreté aujourd'hui ? Par quelles méthodes de travail avec des personnes qui ont une expérience de la pauvreté et de l'exclusion peut-on réussir à mieux décrire et comprendre la pauvreté et à mesurer son évolution ?

Cette posture est fondamentale. Elle constitue à nos yeux un principe de base sur lequel s'appuie toute démarche de connaissance construite avec des personnes en situation de pauvreté. Sinon, ces dernières se retrouvent «instrumentalisées», répondant aux préoccupations que la société se pose sur la pauvreté, et non éclairant la société à partir de leurs propres préoccupations.

La sélection de l'équipe d'animation a été faite en premier lieu au regard de cette posture : chacun des animateurs avait déjà longuement pratiqué cette manière de «travailler avec», aussi bien en tant que personne que dans ses fonctions de consultant/animateur, salarié ou militant associatif. Dès les premières présentations de la démarche aux personnes ressources, cette exigence de «travailler avec» a été soulignée et confirmée rapidement. Cette posture n'est pas une simple posture «humaniste» ou «de conviction». Elle est aussi une posture «scientifique» qui confirme et prolonge les écrits et les pratiques d'auteurs scientifiques **reconnus**¹. Pour Régis Debray, dans l'histoire des cultures vivantes, *«Le salut vient par le bas et la sclérose par le haut.»* Et il ajoute : *«Ce qui est aujourd'hui à sauver, de haute lutte, sont les organes de liaison entre le haut et le bas. Les passeurs, les médiateurs, les hommes ponts. Les agents de circulation entre les doctes et les simples.»* Mireille Delmas-Marty, pour sa part, souligne la nécessité de *«relier pouvoirs, vouloir et savoirs en plaçant la décision politique au croisement des savoirs, c'est-à-dire en associant scientifiques (les savants) et savoirs vécus (les sachants)»*. Germaine Tillion affirme dans son dernier ouvrage (posthume, réalisé par Tzvetan Todorov) : *«L'érudition pure ne peut suffire. Il n'est que de vivre pour se convaincre que les événements vécus sont la clé des événements observés. La plupart des hommes ne connaissent et ne comprennent que ce dont ils ont fait, personnellement et très minutieusement, l'apprentissage.»* Et le philosophe Alexandre Jollien, enfin, expose à partir de sa propre expérience le fait que la victime de la moquerie, des jugements, des condamnations souffre et s'enferme jusqu'à sécréter une carapace bien solide. Ce qui lui permet de réfléchir sur la nature même des liens qui nous lient aux autres.

1. Debray R., «Faire le pont», *La Croix*, 24 avril 2009 ; Delmas-Marty M., «Savoirs, vouloir et pouvoirs», *Revue Quart Monde*, mai 2009 ; Tillion G. «Vivre pour comprendre» in *Fragments de vie*, Le Seuil, 2009 ; Jollien A., *Le Métier d'homme*, Le Seuil, 2002.

Spontanément ou habituellement, cette posture de réelle association et de réciprocité au sein d'un groupe de travail n'est pas la plus fréquente. Cette volonté de « prise de parole » plutôt que de « donner la parole » n'est pas toujours facile. Ce défi de mettre à égalité de réflexion les « sachants » et les « savants » ne va pas de soi, car les « savants » aiment créer au départ un cadre conceptuel précis dans lequel les « sachants » seront priés d'apporter une contribution ciblée à des questions qui ne sont pas nécessairement celles qu'ils auraient posées s'ils en avaient eu les moyens. Dès lors, comment traduire cette posture, cette volonté, en quelques principes d'action opérationnels ? Initialement, avant même que ne soient contactées des personnes ressources, c'est l'équipe d'animation, seule, qui a cherché à construire la démarche au regard de certains principes d'action, à savoir :

- **Démarche « de la base vers le haut ».** L'équipe d'animation n'a pas voulu prédéterminer un cadre conceptuel précis, celui-ci a été coconstruit au fur et à mesure, à partir des apports des personnes ressources et par elles, apports où se mêlent vécu et réflexions sur le vécu.
- **Démarche « Page blanche ».** Avant même toutes considérations méthodologiques, le lancement de la démarche doit se faire à partir du véritable domaine où les personnes ressources sont expertes : le vécu et les réflexions sur le vécu. Nous avons donc démarré d'emblée le travail en petits groupes, principalement autour de trois questions intentionnellement simples mais « puissantes » : 1. *Qu'est-ce que la pauvreté ?* 2. *Qu'est-ce qui est le plus dur à vivre ?* 3. *Qu'est-ce qui est nouveau aujourd'hui dans le domaine de la pauvreté ?* Ensuite seulement, la démarche générale a été proposée puis construite et adoptée ensemble.
- **Le choix des personnes ressources.** Trop souvent, nous voyons des groupes composés uniquement de personnes qui *a priori* savent s'exprimer et « occupent le terrain » (habitants en situation de responsabilité dans leur quartier). Cette manière de faire aurait été inappropriée. Nous avons voulu que les personnes ressources représentent une grande diversité d'expérience de la précarité, de la pauvreté et de l'exclusion. Diversité d'âge, de sexe, de provenance, diversité aussi de vécu, de manière de s'exprimer, d'expérience (ou non) d'appartenance à un groupe de travail tel que le nôtre. Aucune n'avait de lien de dépendance avec les animateurs (comme peuvent l'avoir par exemple un allocataire du RSA – revenu de solidarité active – et son assistante sociale).
- **Principe de « liberté d'expression et d'encouragement à l'expression ».** Compte tenu de la diversité des personnes ressources, les animateurs ont mis en œuvre des conditions qui facilitent l'expression de chacun en toute liberté : groupes locaux, qualité et convivialité de l'accueil, exercices pour se mettre dans le bain ou faire connaissance, pauses et repas, absence de questions personnelles ou indiscretions qui mettent mal à l'aise, attention mutuelle à chacun, moyens pédagogiques adaptés à tous, etc.

- **Principe de «fidélité aux propos», le plus souvent ancrés dans les faits vécus, ce qui ne signifie pas prise pour argent comptant de n'importe quel propos.** Écoute la plus rigoureuse possible, reformulations pour vérification, distinction récurrente entre les faits vécus et les opinions émises à propos de ces faits, prises de notes très précises, enregistrements, comptes rendus relus ensemble pour validation, articulation entre oral, visuel et écrit (le «visuel» – des schémas, des cartons avec un mot, etc. – est un outil de travail très précieux que plusieurs groupes ont utilisé avec brio).

- **Principe de respect du temps, des délais et de la durée.** Le facteur temps a été primordial en ce qui concerne les groupes locaux. Nous l'avons perçu au cours de notre démarche sur deux plans. D'une part, le temps de travail des groupes locaux: il en faut beaucoup, il en a manqué et les rencontres ont été jugées trop espacées. D'autre part, l'«histoire» des liens créés entre les personnes du groupe, avant ce travail (pour certains), pendant ce travail et après ce travail: cette durée longue est essentielle.

- **Principe de «contrepartie financière».** Appartenir pleinement à un même groupe de travail suppose aussi d'accorder la plus grande importance à la reconnaissance symbolique (et pratique!) de la rémunération ou de l'indemnisation. L'apport essentiel des personnes ressources mérite évidemment une contrepartie monétaire: produire un travail de connaissance suppose une reconnaissance qui doit se traduire, comme pour tout travail, par une rémunération ou une indemnisation. Pour mettre en œuvre ce principe, il faut aussi s'attacher aux modalités pratiques de la rémunération ou de l'indemnisation (et de ses conséquences juridiques, fiscales et sociales). Force est de constater que les incitations actuelles à la participation (notamment de la part de l'État et des collectivités territoriales) sont très rarement accompagnées de ces modalités pratiques.

Méthodologie adoptée

La méthodologie adoptée peut être présentée sous différents angles, tant il est vrai qu'on ne sait jamais de quoi il est vraiment question quand on parle de «méthodologie». Ainsi, nous considérons que la «posture» évoquée est un élément essentiel de la méthodologie. Mais la «méthodologie» peut aussi être considérée sous d'autres angles.

- Sous l'angle du déroulement général en six étapes et trois phases (entre avril et septembre 2009) (tableau 1).

- Sous l'angle de la construction des «contenus» au moyen de concepts partagés: domaines, grandeurs, indicateurs, instruments de mesure, modes opératoires. Les animateurs de l'expérimentation se sont assez vite accordés sur l'intérêt d'une démarche clairement inspirée des démarches de la métrologie

scientifique et industrielle, c'est-à-dire d'une démarche adossée à *des concepts robustes* tels que :

- *la grandeur* (comme le temps, la longueur, la masse, l'intensité du courant électrique, appelés grandeurs physiques de base). On a pris le parti de considérer que la pauvreté et l'exclusion pouvaient s'exprimer en grandeurs («attribut d'un corps, d'un phénomène ou d'une situation susceptible d'être distinguée qualitativement et évaluée quantitativement»);
- *l'indicateur* (sorte de clignotant permettant d'accéder à la mesure d'une grandeur lorsque sa mesure directe est délicate ou impossible);
- *l'instrument de mesure*, comme le thermomètre peut l'être pour la température, le manomètre pour la pression, l'ampèremètre pour l'intensité électrique, etc.;
- *le mode opératoire* de la mesure, permettant notamment d'encadrer le résultat avec une incertitude.

Le pari était simple: appliquer à un phénomène particulièrement complexe et «subjectif» (attaché au sujet) une démarche scientifique. Si, selon la formule d'Einstein, «*ce qui compte ne peut pas toujours être compté et ce qui peut être compté ne compte pas forcément*», et si, de manière analogue, selon Patrick Viveret, «*plus vous allez vers l'essentiel, plus vous allez vers l'inquantifiable*», il a paru utile de tenter quand même l'aventure de «*compter ce qui compte*» ou, plus exactement, de «*mesurer ce qui compte*», tellement sont évidentes la confusion et les approximations des débats de société entourant les questions de pauvreté et d'exclusion. S'il fallait résumer cette «méthodologie» en seulement quelques mots :

- il s'agit d'abord de recueillir le vécu et les réflexions sur le vécu de chaque groupe;
- il s'agit ensuite d'en tirer (d'en «extraire») les principales «grandeurs».

Pour cela, il nous fallait définir (de manière abstraite) ce que sont les grandeurs (qui sont pourtant tout à fait concrètes!). Une grandeur exprime un aspect particulier de la pauvreté et de l'exclusion. Il faut sûrement plusieurs «grandeurs» qui ne se ressemblent pas pour bien comprendre et décrire la pauvreté et l'exclusion sociale (les grandeurs sont «distinguablement qualitativement»; dans le domaine des grandeurs physiques, les grandeurs sont indépendantes les unes des autres et nous verrons que ce n'est justement pas le cas – et même l'inverse – en ce qui concerne les grandeurs qu'on pourrait qualifier de «grandeurs humaines»). Une grandeur est «vécue» avec plus ou moins d'intensité, plus ou moins de dureté, plus ou moins de durée, plus ou moins de fréquence : c'est cela qui va lui donner un aspect «quantitatif». Une grandeur s'exprime en deux ou trois mots maximum si possible. Les grandeurs ne sont pas hiérarchisées entre elles : elles se complètent pour caractériser la pauvreté.

- Sous l'angle du déroulement qualitatif des travaux et des techniques d'animation utilisées par les différents groupes. Le déroulement des travaux est essentiel dans la «méthodologie». C'est là que les principes d'action doivent être traduits (le mieux possible). C'est là que la posture prend toute son importance.
- Sous l'angle du va-et-vient entre le vécu et les concepts : c'est ce qui est décrit à la suite (figure 1).

Tableau 1

Déroutement de la démarche

	Étapes
Phase de recueil À partir d'une trame nationale, travaux par groupe de travail.	– Constitution des quatre groupes de travail sur le terrain. – Première journée commune pour les groupes de travail. – Travaux de terrain en groupes de travail locaux. <i>Rapport intermédiaire.</i>
Phase de traitement et de formalisation des données recueillies À partir des données et réflexions recueillies, travaux oraux collectifs, rédaction du premier jet.	– Deuxième journée commune pour les groupes de travail. – Formalisation du rapport final : élaboration et relecture aussi interactives que possible.
Phase de restitution Relecture finale, restitution interactive.	– Journées finales de préparation et présentation orale interactive des résultats à l'ONPES, en présence des 56 auteurs-acteurs. <i>Rapport final.</i>

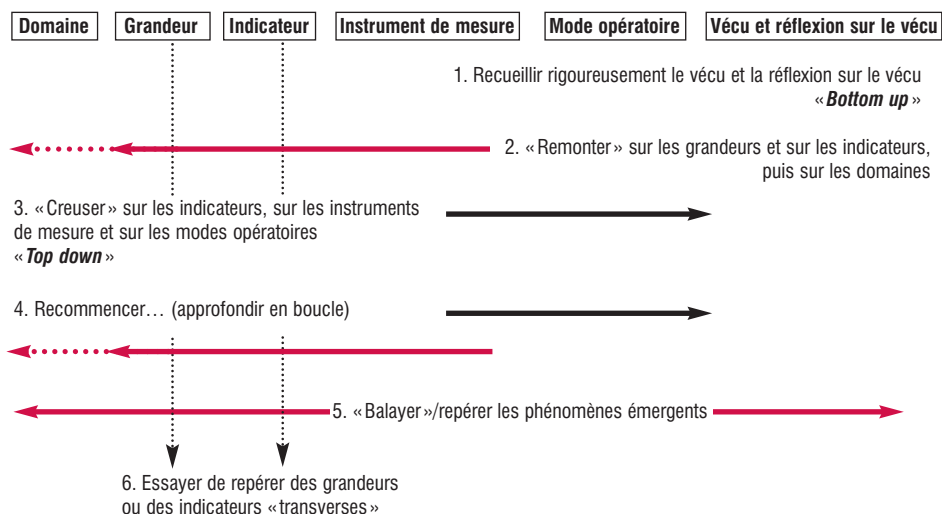
Domaines, grandeurs, indicateurs

Processus d'identification

Comme il a été indiqué plus haut, le point de départ de cette construction a été fourni par l'expression du vécu et par la réflexion des personnes ressources sur leur propre vécu. Ces éléments figurent dans la colonne de droite de l'annexe 2, la plus large du tableau, sous la rubrique «Vécu et réflexion sur le vécu». L'expression «brute» qui y a été consignée, soigneusement relue et corrigée par les groupes concernés, a «engendré» progressivement des indicateurs, des grandeurs et des domaines.

Figure 1

Déroutement de la méthodologie



Cette démarche itérative (c'est-à-dire avec des allers-retours entre l'expression du vécu, la réflexion sur le vécu, les grandeurs et les indicateurs) aurait permis de «remplir complètement le tableau». Mais le temps et les moyens alloués ont fait défaut.

Résultat obtenu

Neuf domaines et trente-cinq grandeurs ont été identifiés collectivement auxquels correspondent 182 indicateurs élémentaires (tableau 2).

À partir de cette première «genèse» d'indicateurs et de grandeurs, les quatre groupes se sont remis au travail pour essayer d'identifier des instruments de mesure et des modes opératoires applicables à l'échelle nationale; ce travail plus approfondi a porté sur une quinzaine d'indicateurs. Nous aurions voulu prolonger la démarche dans plusieurs directions :

- poursuivre l'analyse avec les personnes ressources; donner davantage de sens aux grandeurs et indicateurs, vérifier leur pertinence, rechercher les interactions entre eux;
- repérer collectivement ce qui est le plus significatif, souligner les éléments du tableau qui ont le plus d'importance, apporter des éléments d'approfondissement de ce qui figure déjà dans le tableau;
- et en particulier creuser l'intérêt de l'approche «Sortir de la pauvreté».

De fait, la matière collectée est si riche, puisqu'elle est ancrée dans le vécu et les réflexions sur le vécu, qu'il s'agit d'une base de travail qu'il conviendrait d'approfondir, évidemment avec des personnes ressources, en faisant ainsi l'économie de la phase de recueil.

Première analyse

On peut toutefois citer quelques aspects fondamentaux qui ont été soulignés par les personnes ressources et par l'ensemble des acteurs impliqués dans la démarche. Nous les avons résumés en six points.

Toutes les grandeurs et tous les indicateurs sont indissociables les uns des autres

Tout au long de nos travaux, les personnes ressources ont souligné les liens entre les domaines, les grandeurs, les indicateurs. Ainsi certains indicateurs ont été rattachés à deux grandeurs. De manière encore plus convaincante, l'analyse des expressions pourrait souvent illustrer bien plus d'un indicateur ou d'une grandeur. Bien sûr, au premier abord, cela paraît évident, «logique», même pour un œil extérieur: le manque d'argent empêche de se soigner correctement, car la CMU ne couvre pas tout ou car certains dysfonctionnements administratifs existent (domaines «argent» et «santé»). Un faible niveau de formation ou la difficulté à se déplacer en milieu rural pénalise l'accès à l'emploi (domaines «éducation», «déplacements», «emploi»). Le découragement rend difficiles les relations avec les administrations qui prennent souvent mal en compte les situations vécues dans leur ensemble (domaine «image de soi et rapport à l'environnement», et domaine «relations avec les professionnels et les institutions»).

Tableau 2

Les 35 grandeurs qui ont été extraites du vécu

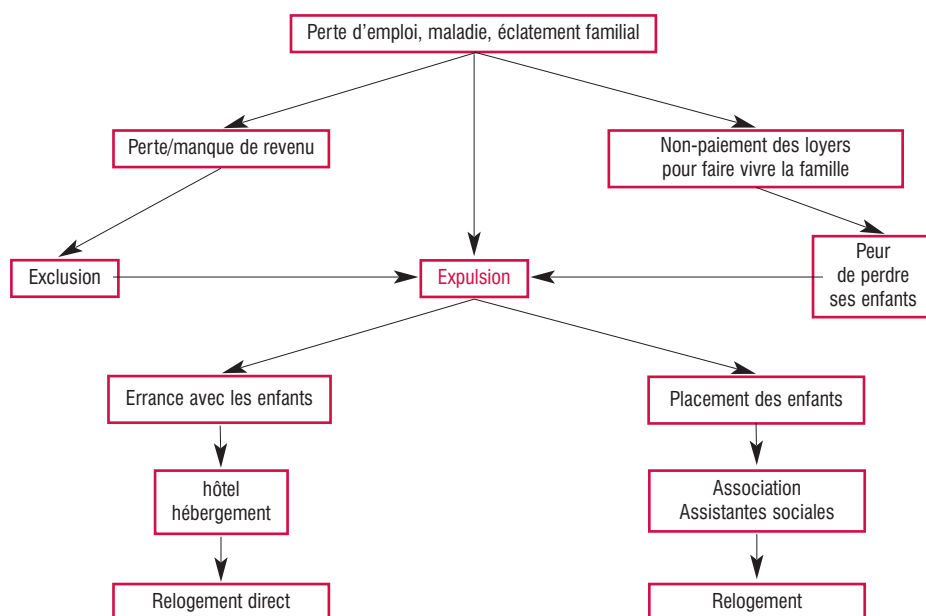
Domaines	Code grandeur	Les trente-cinq grandeurs renommées
Domaine 1 Argent	Grandeur 1-1	Ressources (fragilité des)
	Grandeur 1-2	Dépenses (coût de la vie)
	Grandeur 1-3	Manque d'argent (renoncements dus au)
	Grandeur 1-4	Manque d'argent (démarches et comportements dus au)
	Grandeur 1-5	Manque d'argent (temps passé dû au)
	Grandeur 1-6	Manque d'argent (angoisse liée au)
Domaine 2 Logement	Grandeur 2-1	Logement (ne pas avoir de)
	Grandeur 2-2	Logement (perte du)
	Grandeur 2-3	Logement (coût et équipement du)
	Grandeur 2-4	Logement (état du)
	Grandeur 2-5	Logement (choix du)
Domaine 3 Image de soi et rapport à l'environnement	Grandeur 3-1	Peur-Stress-Angoisse
	Grandeur 3-2	Enfermement-Découragement
	Grandeur 3-3	Compréhension
	Grandeur 3-4	Regard des autres
	Grandeur 3-5	Renoncement
Domaine 4 Relations avec les professionnels et les institutions	Grandeur 4-1	Recours aux droits
	Grandeur 4-2	Placements
	Grandeur 4-3	Aide judiciaire
	Grandeur 4-4	Accès aux professionnels
	Grandeur 4-5	Accès aux administrations
	Grandeur 4-6	Erreurs de l'administration
Domaine 5 Relations avec les proches	Grandeur 5-1	Famille
	Grandeur 5-2	Voisinage
	Grandeur 5-3	Ne pas pouvoir aider
Domaine 6 Santé	Grandeur 6-1	Mauvaise santé
	Grandeur 6-2	Renoncement aux soins
	Grandeur 6-3	CMU
	Grandeur 6-4	Dépenses de soins
Domaine 7 Déplacements	Grandeur 7-1	Mobilité
	Grandeur 7-2	Manque de réactivité
Domaine 8 Travail Emploi	Grandeur 8-1	Accès à l'emploi
Domaine 9 Education	Grandeur 9-1	Langage
	Grandeur 9-2	Maîtrise de la lecture et de l'écriture
	Grandeur 9-3	Accès aux études

Hors nomenclature : « Sortir de la pauvreté »

Aux 9 domaines et 35 grandeurs correspondent 182 indicateurs élémentaires élaborés par le groupe des 56 auteurs-acteurs.

Mais, au-delà, les personnes ressources cherchent à faire comprendre le lien plus étroit – l’interdépendance – entre toutes les réalités décrites. Cela paraît évident quand on le vit « de l’intérieur ». Tout s’enchaîne, c’est du vécu. Mais comment faire comprendre qu’on est soi-même affaibli en permanence par les situations vécues, dans son moral, dans ses relations, dans sa sérénité, sans que l’œil extérieur traduise que c’est la personne elle-même qui a des manques, voire qui est le problème. Le quiproquo n’est jamais très loin. Et la connaissance « découpée » en domaines risque de mal rendre compte de la vie en situation d’exclusion ou de pauvreté. Pour rendre compte de cela, plusieurs schémas ont été dessinés pour traduire toutes ces interrelations (figure 2).

Figure 2



**Deux grandeurs sont les plus soulignées par les personnes ressources :
Peur-Stress-Angosse ; Enfermement-Découragement**

À elles deux, ces grandeurs (sur trente-cinq) sont précisées à travers une cinquantaine d'indicateurs (sur cent quatre-vingt-deux). Cette importance quantitative ne signifie pas qu'elles soient dominantes dans la vie des personnes ressources. Mais elle révèle les multiples visages et concrétisations de la pauvreté sur ces deux registres (grandeurs). Elle indique que les batteries d'indicateurs et autres séries statistiques des mesures « officielles » ne mesurent sans doute pas l'essentiel.

Ces deux grandeurs ont été affectées au domaine «Image de soi et rapport à l'environnement». Cela n'est pas anodin. En effet, si l'on considère les simples expressions «Peur-Stress-Angosse» et «Enfermement-Découragement», ces grandeurs pourraient faire croire qu'elles caractérisent des personnes elles-mêmes fragiles, voire psychologiquement fragiles, comme s'il s'agissait d'une donnée en soi. Loin de là, la peur, le stress, l'angoisse, l'enfermement, le découragement, sont directement liés à la dureté des conditions de vie et en particulier au rapport à l'environnement. Elles traduisent l'impact de l'exclusion sur les personnes. D'où le nom choisi pour qualifier ce domaine.

Quelle signification donner à ces grandeurs ? La peur, le stress, l'angoisse, l'enfermement, le découragement, font vraiment partie de ce qui est le plus dur à vivre, de ce qui envahit le quotidien, de ce qui mine de l'intérieur. Mais la cause ou la source de cette réalité est d'abord à lire dans le rapport à l'environnement, dans les conditions de vie. Évidemment, cela a des liens avec la qualité (ou mauvaise qualité) des relations avec les professionnels et les institutions (domaine 4) et avec les relations avec les proches (domaine 5) ; «en conséquence», pourrait-on dire, mais où sont les causes et où sont les conséquences, tant tout est lié ?

Les indicateurs choisis traduisent cette réalité. On peut entrevoir que certains indicateurs n'auraient pas pu être «inventés» par d'autres que ceux qui vivent les situations eux-mêmes. Par exemple : «*J'ai peur de regarder dans ma boîte aux lettres*», «*Je suis sur la défensive, agressif(ve)*», «*Je laisse les volets fermés toute la journée*», «*Je n'ai pas envie de m'occuper des problèmes scolaires de mes enfants*». Bien entendu, cela laisse entière la question : si de tels indicateurs étaient effectivement utilisés, à quelles conditions pourraient-ils ne jamais se retourner «contre» les personnes elles-mêmes ?

***Les relations avec les professionnels,
les institutions et les proches sont décisives***

Les domaines 4 et 5 abordent de multiples aspects de toutes ces relations. Lorsque les personnes ressources parlent des professionnels, elles parlent principalement des professionnels dont elles attendent un soutien. C'est pour cela que, lorsque les relations sont difficiles, c'est particulièrement douloureux et mal vécu. Déception, impuissance, agacement, tension, font partie des caractéristiques de ce qui est vécu dans les situations de pauvreté et d'exclusion.

Avec les proches, il y a parfois des relations de solidarité. Mais, dans nos travaux, les personnes ressources ont insisté sur les liens qui se dégradent, qui s'espacent ou qui disparaissent : même avec les proches, il n'est parfois pas facile de se comprendre quand la vie est trop dure. Ruptures et isolement font partie de ce qui est vécu. Dans ce registre, cela conduit parfois à ne pas parvenir à être aidé. Mais soulignons aussi la grandeur 5-3, qu'il conviendrait d'approfondir : ce qui est dur, c'est de «ne pas pouvoir aider». En particulier ne pas pouvoir aider ses enfants, aujourd'hui et pour leur avenir. Or un des «leviers» qui permettent le plus de garder la tête hors de l'eau, c'est de pouvoir apporter une aide à d'autres.

«Je ne m'accorde jamais de plaisir»

Vivre en situation de pauvreté et d'exclusion, c'est bien sûr vivre des situations pratiques difficiles (argent, santé, logement, placement, etc.) et, en rapport, des situations de relations difficiles (relations à soi, à l'environnement, aux proches, aux professionnels, aux institutions). Tout cela vient d'être évoqué dans les deux points ci-dessus. Un autre aspect souligné par les personnes ressources, dans certains groupes, est celui du plaisir – ou de l'absence de plaisir – qu'on s'accorde, des plaisirs auxquels on renonce (voir la grandeur Renoncement, 3-5). Cela est bien entendu lié au manque d'argent, mais pas seulement. C'est aussi dû à la place prise par les préoccupations du quotidien qui empêchent de se libérer la tête. *«On est mort vivant: le corps est vivant; dans la tête on est mort»*, a dit une personne ressource.

Le non-accès aux droits caractérise la pauvreté mais il ne résume pas tout

Depuis la loi d'orientation relative à la lutte contre les exclusions de 1998, l'accès aux droits fondamentaux (ou plus exactement la persistance du non-accès) est une clé de lecture précieuse pour décrire la pauvreté et l'exclusion: «[...] droits fondamentaux dans les domaines de l'emploi, du logement, de la protection de la santé, de la justice, de l'éducation, de la formation et de la culture, de la protection de la famille et de l'enfance» (article 1^{er}).

Cette approche garde toute sa pertinence, d'autant plus que la mise en œuvre de ces droits fondamentaux suppose des politiques publiques et des traductions concrètes sur le terrain qui impliquent tant les responsables politiques et institutionnels que tous les citoyens. On retrouve bon nombre de ces droits dans les préoccupations premières des personnes ressources impliquées dans la démarche de connaissance. Ce sont notamment dans les domaines du logement et de la santé que des propositions d'indicateurs ont été faites. Mais sur la pauvreté vécue, en complément de cette solide approche du nécessaire «accès de tous aux droits de tous», nos travaux rappellent et approfondissent (en termes de domaines, de grandeurs et d'indicateurs):

- l'omniprésence des préoccupations liées à l'argent: fragilité des ressources, dépenses auxquelles il est impossible de faire face et, par conséquent, toutes les stratégies d'«ajustements» impossibles ainsi que les conséquences dues au déséquilibre des ressources – dépenses (renoncements, démarches, temps passé, angoisse telle que la peur permanente de la dépense imprévue);
- l'importance considérable d'autres aspects de la pauvreté, rapidement abordés ci-dessus: relation à soi, relation avec les proches, relations avec les professionnels. Il s'agit des domaines qui redisent au fond les liens fondamentaux qui unissent une personne à la société ou un citoyen à la nation.

Sortir de la pauvreté (grandeur dynamique)

Enfin, et comme en écho aux interrogations précédentes, une question de fond s'est posée à nous, apportée notamment par l'un des groupes locaux: en termes de connaissance, peut-on se contenter de grandeurs et d'indicateurs qui «décrivent» la

pauvreté et l'exclusion, au risque d'apporter une connaissance quelque peu « statique » (voilà la situation, voilà une « photographie » de ce qu'est la pauvreté aujourd'hui).

Ne conviendrait-il pas aussi de mettre en évidence non seulement une connaissance qui dise mieux les interactions entre toutes les caractéristiques de la pauvreté (voir ci-dessus), mais aussi une connaissance dynamique qui précise quelques leviers fondamentaux qui, articulés les uns avec les autres, permettent de sortir de la pauvreté : non seulement l'accès aux droits fondamentaux, mais aussi des aspects tels que « pouvoir s'exprimer », « avoir des amis », « avoir une indépendance ».

L'un des groupes de travail a approfondi cette dimension, « Sortir de la pauvreté ». Réflexion rapide, que ce groupe a précisée à travers les mots « *Sortir de l'isolement, rencontrer des gens, se trouver un réseau, faire boules de neige* ». De même, il pourrait y avoir une grandeur dynamique inverse, « tomber dans la pauvreté ». La grandeur « Perte du logement » (grandeur 2-2) traduit bien cette dynamique inverse, à travers l'indicateur proposé : « Repérage des étapes vers l'expulsion » (tableau 3).

Plusieurs personnes ressources ont souligné combien il était rapide de « tomber dans la pauvreté » et combien il était difficile et lent de « sortir de la pauvreté ». Lier ces deux grandeurs au temps donnerait des indicateurs très utiles pour la lutte contre la pauvreté.

Tableau 3

Les étapes vers l'expulsion

Incident de paiement	J'ai un retard de loyer J'ai reçu une lettre de mon bailleur Je suis contacté par (ou je contacte) mon bailleur pour avoir un arrangement Je contacte les services sociaux pour avoir des aides J'ai reçu une lettre recommandée de mon bailleur Je peux contacter mon bailleur pour avoir un arrangement Je contacte les services sociaux ou des associations pour avoir des aides
Contentieux (huissier)	J'ai reçu un commandement de payer par huissier J'essaye de négocier avec l'huissier Je contacte les services sociaux pour avoir des aides J'ai saisi le juge d'instance pour un délai de paiement J'ai saisi la commission de surendettement Je suis assigné devant le tribunal d'instance
Judiciaire (juge)	Je me rends à la convocation devant le tribunal Je demande un délai de paiement Je reçois la notification du jugement J'ai de 15 jours à 1 mois pour faire appel Je reçois la notification du jugement d'expulsion Je reçois un commandement d'avoir à quitter les lieux Je saisis le juge de l'exécution pour demander un délai Je cherche une solution de relogement L'huissier alerte le préfet (le préfet doit chercher un relogement) Le service des expulsions en préfecture me reçoit
Expulsion (préfet)	L'huissier de justice demande le concours de la force publique Le préfet a 2 mois pour accorder ou non l'expulsion

Phénomènes émergents

Mesurer l'évolution de la pauvreté consistait notamment à repérer les «phénomènes émergents». Nous avons essayé de les repérer dans deux sens : d'une part, certains aspects nouveaux de la pauvreté (ou accentués récemment), d'autre part, certains aspects de la pauvreté encore peu perçus (par «la société»).

Sur un plan de méthode, nous n'avons pas pu nous demander pour chacune des trente-cinq grandeurs ce qui était émergent ou non, en quoi, etc. Cela aurait été trop long. Nous avons donc choisi huit grandeurs, environ une par domaine, illustrée chacune par trois à quinze indicateurs ; les personnes ressources ont ensuite identifié ce qui leur paraissait émergent sur chacune de ces grandeurs.

On en retiendra principalement :

- l'omniprésence, dans ce que les personnes ressources rapportent, des prix qui augmentent, des achats qui coûtent trop cher, des nouvelles dépenses «obligatoires» si l'on veut rester «dans le coup» de la société ;
- en particulier le coût des soins de santé, les conséquences négatives des mesures récentes (un euro par consultation, des délais à respecter, des déremboursements, etc.) ;
- le développement des serveurs vocaux : ils sont avant tout sources d'incompréhension, ne permettent pas d'accéder aux services attendus ;
- le développement d'Internet modifie de multiples procédures (chacun est censé pouvoir se renseigner, etc.). Cela rend difficile l'accès à l'information et aux services pour ceux qui n'ont pas accès à Internet ou ne savent pas (bien) s'en servir, ou ne savent pas lire et écrire ;
- les interlocuteurs, dans les administrations notamment, changent plus fréquemment qu'auparavant. Cette évolution est jugée négative, elle rend les relations plus compliquées ;
- l'accueil des étrangers est de plus en plus dur, au moins pour certains d'entre eux ;
- les solidarités familiales semblent plus fragiles qu'auparavant. Il y a plus de jugements négatifs (est-ce à l'image d'une société elle-même de plus en plus sélective, de plus en plus individualiste ?).

Au total, il semblerait que les évolutions de la société vers la satisfaction de plus de besoins, notamment en argent (besoins nouveaux liés au progrès, en santé, etc.), vers plus de technologies et vers plus d'efficacité apparente (moins de temps de relations pour se renseigner, plus de technologies là aussi), aient des effets bien plus négatifs que positifs sur ce que vivent les personnes les plus pauvres. Ces évolutions fragilisent les relations ou diminuent leur nombre, d'où le développement de l'isolement souvent mentionné.

Rappelons, en guise de conclusion, que le travail sur les phénomènes émergents n'a pas porté sur les trente-cinq grandeurs mais sur un choix assez arbitraire de quelques-unes. Reste une question de fond sur laquelle nous n'avons pas réfléchi systématiquement, mais à laquelle renvoie une réflexion issue d'un des

sous-groupes: «*Les grandeurs sont plus importantes que les phénomènes émergents, car elles parlent de nous et de nos problèmes.*»

Instruments de mesure, modes opératoires

Nous n'avons abordé le travail sur les instruments de mesure et les modes opératoires que pour certains indicateurs. Ce travail nécessite du temps et, en outre, il serait particulièrement intéressant de pouvoir croiser notre approche avec les démarches de ceux qui, par leur métier, connaissent de multiples manières d'«aller chercher des informations» pertinentes et fiables.

Nous pouvons formuler les remarques suivantes :

- il est souvent difficile, tant les données qualitatives sont de première importance, de trouver des indicateurs qui semblent fiables et pertinents, et donc des instruments de mesure adéquats : c'est-à-dire qu'il est difficile de trouver «la bonne question à poser». Un groupe de travail local a élaboré quelques interrogations pour valider la bonne question à poser (comme instrument de mesure) : pouvons-nous répondre à cette question ? est-elle assez précise ? est-elle compréhensible ? rend-elle bien compte de ce que l'on cherche à mesurer ?
- quant aux modes opératoires, ils révèlent globalement la nécessité de «diversifier les sources» et de mieux s'appuyer sur des personnes de terrain, à commencer par les personnes elles-mêmes qui vivent en situation de pauvreté, ainsi que par des proches qui connaissent certains aspects de leurs situations (associations de quartier, professionnels de terrain, etc.).

D'autre part, certains éléments sont apparus très pertinents. Un groupe de travail a choisi quelques grandeurs et indicateurs (peu nombreux, parmi tous ceux qu'ils avaient identifiés) et a pris le temps d'imaginer des instruments de mesure et des modes opératoires. Ce travail d'«inventeur» a porté sur les grandeurs «Perte du logement» et «Ne pas avoir de logement».

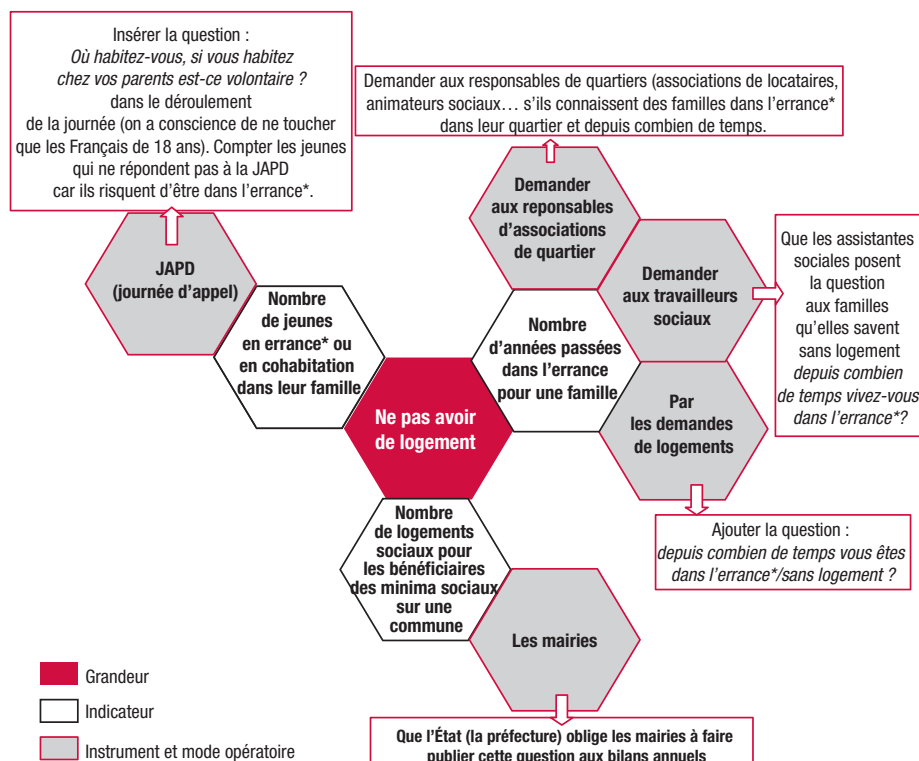
Pour la grandeur «Perte du logement» et l'indicateur «À quelle étape vers l'expulsion est-on ?», l'instrument de mesure «Les étapes vers l'expulsion» permet de formaliser ces nombreuses étapes en partant de l'expérience de ceux qui les vivent et pourrait permettre d'affiner la connaissance des étapes les plus déterminantes vers l'expulsion (tableau 3). Cela offre un éclairage sur les actions à mener (actions publiques ou personnelles), ce qui répond au besoin des personnes qui vivent de telles situations. Cet instrument de mesure est un instrument de connaissance mais aussi un instrument susceptible d'alimenter une politique publique et de simplifier son évaluation périodique.

Autre exemple, celui de la grandeur «Ne pas avoir de logement» (figure 3) : les trois indicateurs et les instruments et modes opératoires proposés offrent une complémentarité exemplaire. Deux indicateurs introduisent le facteur temps, le troisième est un indicateur de politique publique (et pas seulement de situation des personnes) qui permet de relier logements sociaux et bénéficiaires de minima sociaux ayant un accès effectif à ces logements. Quant aux modes opératoires, ils associent des connaissances qu'ont les familles en situation de pauvreté, des professionnels

de terrain et les pouvoirs publics. On a là, sous forme de proposition, un croisement de savoirs pouvant aboutir à une meilleure connaissance de situations où le droit au logement n'est pas effectif.

Figure 3

Grandeur «Ne pas avoir de logement» et ses 3 indicateurs



* On est dans l'errance quand on vit sous tente, en caravane, en camping, dans sa voiture, en bidonville, dans la forêt, à la rue, en centre d'hébergement, en foyer, à l'hôtel, en squat ou chez quelqu'un d'autre.

Ce que nous pouvons retenir sur les instruments de mesure et les modes opératoires, c'est qu'il ne faut surtout pas se contenter de données uniquement de type «sondage» ou «réponse à des questionnaires» posés téléphoniquement ou par enquête, car ces données ne pourront jamais à elles seules cerner les réalités qualitatives vécues par les personnes. Il y faut l'implication des personnes elles-mêmes, et croiser leur connaissance avec celle recueillie auprès d'autres acteurs.

Les personnes ressources ont également souligné le risque qu'une exploration qualitative de ce qu'elles vivent aboutisse soit à entrer avec excès dans leur vie privée, soit à repérer des données individuelles difficilement traduisibles en «chiffres», soit encore à mettre en évidence des données qui, mal comprises, pourraient se retourner contre elles, au détriment de la considération qu'elles réclament à juste

titre. Ces points de vigilance permettent de souligner tout l'intérêt de poursuivre les travaux avec des personnes ressources.

Quelle connaissance explorer ?

On ne peut pas « de l'extérieur » analyser la situation de vie des personnes en situation de pauvreté et d'exclusion, et se mettre à penser pour elles, sans elles. Cela ne peut être qu'interactif, à partir d'une réflexion partagée voire confrontée. À l'avenir, le travail de construction de la connaissance sur la pauvreté et l'exclusion sociale devrait être fait systématiquement avec des personnes ressources et avec les précautions de méthode suffisantes pour réussir un tel croisement des approches (cf. les recommandations d'ordre méthodologique).

Pour ce qui concerne le contenu même de la connaissance, nos principales recommandations s'inscrivent dans cet esprit. Elles figurent d'une manière ou d'une autre dans l'exposé qui précède. Nous les résumons brièvement ci-après.

- Continuer à rassembler les grandeurs et les indicateurs habituels (relatifs à l'accès aux droits fondamentaux), tout en travaillant la manière de les élaborer et de les interpréter, avec des personnes ressources. En particulier la question de l'argent doit être travaillée dans son impact sur la vie réelle, vécue, et non dans sa seule dimension quantitative. De même, analyser avec des personnes ressources l'impact de l'errance sur la vie des personnes et des familles permet d'aborder sous un angle plus pertinent la connaissance du mal et du non-logement, ainsi que les politiques du logement.
- Élaborer d'autres indicateurs, relatifs à des domaines actuellement moins explorés, sur ce que vivent les personnes en situation de pauvreté et d'exclusion dans leur rapport au monde, évidemment « avec » elles (cf. les domaines 3, 4 et 5). Point de vigilance : que cette élaboration ne puisse jamais se faire au détriment de l'image des personnes et de la compréhension véritable que la société peut en avoir.
- Élaborer des indicateurs « aux sources d'information » diversifiées : il est nécessaire d'adjoindre aux traditionnels moyens de connaissance des connaissances issues du vécu des personnes et des acteurs qui les connaissent. Cela permet d'accéder à des données nouvelles et à des approches nouvelles. C'est notamment en travail de groupe – et pas uniquement dans des contacts ou documents individuels – que s'élabore la connaissance.
- Élaborer aussi des indicateurs qui traduisent non pas la situation des personnes mais la situation de la société, par exemple l'indicateur objectif proposé par un groupe de personnes ressources et déjà indiqué plus haut : « Nombre de logements sociaux effectivement attribués à des bénéficiaires de minima sociaux, commune par commune ». Cet indicateur, au plus près de la situation des personnes en précarité, présente l'intérêt de traduire l'état de la société. Pour suivre des indicateurs, demander (systématiquement) aux personnes ressources de partir de leur vécu leur ferait courir le risque de se centrer uniquement sur leur ressenti et de développer encore plus d'enquêtes personnelles pour le

recueillir. Cet exemple montre qu'il peut en être autrement. La réflexion des personnes ressources peut être un apport pour la recherche commune d'indicateurs.

- Construire la formulation de questions utiles comme instruments de mesure, avec des personnes ressources. Celles-ci peuvent, dans cette construction, imaginer et valider des formulations de questions qui seraient adressées à des personnes en situation de pauvreté, en s'interrogeant : pouvons-nous répondre à cette question ? Est-elle assez précise ? Est-elle compréhensible ? Rend-elle bien compte de ce que l'on cherche à mesurer ?
- Réfléchir aux moyens de mieux rendre compte de l'interaction entre différentes grandeurs qui composent la pauvreté. Il s'agirait là de la recherche de grandeurs ou d'indicateurs « composites » ou « multiples » ou « articulés » ou « qualitatifs » ou encore « transversaux ». C'est un point essentiel dont nous ne voyons pas bien encore les modalités de construction dès lors qu'il s'agit d'élaborer une connaissance nationale et chiffrée de la pauvreté et de l'exclusion, alors que ce point se rapporte surtout aux situations vécues. Mais ce que font comprendre les personnes ressources est clair : la pauvreté et l'exclusion forment un tout, un ensemble, dont aucune des parties, même minutieusement explorée et traitée, ne permet une observation et une mesure correctes du phénomène réputé observé et mesuré. Ce n'est pas parce que la question est ancienne et difficile qu'il faut renoncer à ce travail.
- Développer une connaissance sur « Sortir de la pauvreté », sur les dynamiques en œuvre, y compris « tomber dans la pauvreté ». Cette connaissance formalisée serait précieuse pour les personnes elles-mêmes mais aussi pour élaborer et mettre en œuvre des politiques publiques au plus près des objectifs affichés de lutte contre la pauvreté. Il s'agirait, ici, d'aller au-delà des « instantanés photographiques » que livrent les enquêtes nationales périodiques pour accéder au « film » complet avec une vision dynamique qui serait sans doute très féconde pour élaborer des politiques publiques.
- Améliorer l'équilibre à avoir, en termes de grandeurs et d'indicateurs, entre des données plus synthétiques et lisibles (10 à 20 indicateurs clés, voire une synthèse parlante, comme peut l'être au niveau mondial l'indice de développement humain construit à partir de trois indicateurs) et des données détaillées, révélatrices de ce que représente vraiment de vivre en situation de pauvreté et d'exclusion (par exemple ce que nous avons développé autour de la peur de regarder sa boîte aux lettres).

Quelle méthode pour produire une connaissance à partir des personnes ?

Les difficultés rencontrées

On ne se refait pas !

La coordination générale du travail a été assurée par deux consultants, tous deux ingénieurs et fortement marqués par leur itinéraire dans l'industrie. L'un d'eux a été formateur dans le domaine délicat de la métrologie industrielle. Les choix de méthode, de vocabulaire et de construction de la réponse figurant dans ce rapport final en sont fortement « marqués ». Cette « empreinte métrologique » n'a pas été sans générer des difficultés :

- difficultés au sein de l'équipe des animateurs, d'abord, riches de leurs différences de formation et de parcours, il leur a fallu s'accorder sur les concepts à adopter et sur les approches à mettre en œuvre ;
- difficultés dans l'animation des groupes de travail, ensuite, rapportées lors des réunions rassemblant les animateurs des quatre groupes de travail : *« Les gens nous suivent mais on n'est pas sûrs d'avoir bien compris la différence entre une grandeur et un indicateur »* ; *« Le passage des grandeurs aux indicateurs est vraiment difficile »* ; *« La vie des gens est tellement compliquée qu'ils ne voient plus les indicateurs »* ;
- difficultés dans la construction d'une langue commune à tous les acteurs, enfin.

La séquence conceptuelle (très abstraite) – matière première (le vécu, l'expression brute, les réflexions directes sur le vécu) ; grandeurs ; indicateurs ; instruments de mesure ; mode opératoire – n'a pas été admise et comprise du premier coup. Nous avons fait le pari qu'elle était « audible » par les personnes ressources. Nous pensons avoir gagné notre pari avec ces dernières : elle est désormais « ancrée » chez les personnes ressources et chez les animateurs.

La vie commande

À plusieurs reprises, les personnes ressources identifiées au démarrage n'ont pas pu se rendre aux réunions programmées par les groupes locaux et/ou aux réunions plénières. Nouveau contrat d'intérimaire décroché la veille, rendez-vous important à Pôle emploi, maladie des enfants, état de santé brusquement détérioré, etc.

La vie des personnes en situation de pauvreté et d'exclusion exige de ne pas leur appliquer par simple « copier-coller » les dispositifs classiques auxquels les bien-nés – bien portants – bien insérés peuvent se plier sans difficulté. Le groupe des personnes ressources n'a pas pu fonctionner comme la commission Attali...

« Ce qu'on n'a pas envie de dire aux politiques »

De façon répétée, il a été fait mention, par les animateurs, du refus des personnes ressources de confier certains aspects de leur vécu. C'est le cas notamment

pour les stratégies de résistance/survie : *«C'est notre affaire»* ; *«On n'a pas envie que les politiques s'en mêlent.»*

L'articulation entre toutes les grandeurs, entre toutes les précarités

Les étapes réalisées dans cette démarche n'ont pas permis d'aller jusqu'à mettre en évidence l'importance du cumul des précarités, leurs interactions. Nous n'avons pas approfondi l'analyse des situations où plusieurs indicateurs se mettraient au rouge en même temps.

Parler pour faire avancer ses problèmes personnels ou pour rendre service à la société ?

Les quatre groupes de travail ont buté, sans exception, sur la même difficulté initiale : *«Je vais vous parler des problèmes que j'ai ou que j'ai eus...»*. Le travail opérateur des animateurs, le fait de travailler en groupe et la présence de certaines personnes ayant vécu la pauvreté et formées à une réflexion sur celle-ci ont permis de dépasser progressivement cette étape du témoignage pour parvenir à quelque chose comme : *«Nous réfléchissons à partir de ce que nous avons vécu, en espérant que cela serve vraiment aux autres, à ceux qui prennent des décisions et au pays tout entier.»*

«C'est dur d'en parler»

Réflexion plusieurs fois entendue en plénière et également rapportée par les animateurs des quatre groupes : *«C'est dur d'en parler, mais ça fait du bien d'en parler.»* Il y aurait même eu le cas d'une personne ressource à qui son psychiatre aurait déconseillé de venir aux réunions.

L'hétérogénéité des quatre groupes

Les quatre groupes étaient très différents de par leur composition, leurs animateurs et leurs méthodes de travail (tableau 4). Cette hétérogénéité – dans laquelle on peut voir une richesse – réduit à néant les interprétations ou les projections relatives à la représentativité de l'échantillon ainsi constitué. De quoi le «grand groupe» était-il représentatif ? Nul ne peut précisément le dire. Ce qui est sûr, en revanche, c'est que ce groupe a existé en tant que groupe. Cette hétérogénéité a par ailleurs permis de mieux repérer quelques conditions de réussite à la conduite d'une telle démarche de connaissance.

Évaluation de nos choix méthodologiques

Cette question de l'évaluation des choix méthodologiques concerne au premier chef les personnes ressources. La question leur a donc été posée directement et simplement lors de la seconde journée plénière. Chaque groupe a apporté ses réponses à la question suivante : *«Si c'était à refaire, que faudrait-il refaire pareil et ne pas refaire pareil ?»* (tableau 5).

Tableau 4

Caractéristiques des différents groupes

Groupe	Mâcon	Noisy	Pont-de-Chéruy	Redon
Taille du groupe en nombre de personnes ressources (tout au long de la démarche)	7	5	12	13
Personnes ressources	Milieu rural, pauvreté ancienne. Habitat dispersé/diffus.	Ont tous connu l'errance. Rassemblés dans le même lieu. Ont l'habitude de travailler ensemble dans une démarche de compréhension et d'échanges (université populaire Quart Monde).	Grande diversité de participants, autour d'un lieu d'animation local.	Milieu majoritairement populaire, en difficulté récurrente par rapport à l'emploi. Se connaissaient avant, pour des démarches du même type : contribution à la construction d'outils et services pour les chercheurs d'emploi du territoire.
Animateurs	Experts en développement social, avec la création de nombreux outils pédagogiques.	Longue pratique de l'animation des groupes de travail (université populaire Quart Monde).	Deux animations de types différents (NAJE, qui ancre sa pratique du théâtre dans le vécu raconté, et Qualification mutuelle, qui construit l'amélioration des relations entre mondes différents). Longue pratique des milieux exclus.	Pratique régulière de l'animation de groupes de chercheurs d'emploi, pour analyser avec eux les politiques, dispositifs et services de l'emploi. Rompu à la saisie de la parole, capable de la restructurer en temps réel.
Points forts de méthode	Moyens pédagogiques très parlants, questionnements extrêmement précis sur les faits et le sens, traduction écrite riche des échanges collectifs.	Grand respect de la méthode proposée, développement d'outils visuels accessibles à tous, recherche longue d'instruments de mesure et de modes opératoires.	Total respect de la parole de l'autre, diversité des méthodes et outils d'animation, co-animation à partir de pratiques complémentaires.	Comptes rendus très fidèles et complets liant systématiquement le vécu et les différents concepts, grande confiance des personnes ressources dans l'animateur.

On observera que ces premières réponses réinventent assez naturellement les conditions d'efficacité de n'importe quel travail collectif, telles qu'on les pratique dans les entreprises ou dans les administrations. Avec une dominante : avoir plus de temps, soigner les conditions de transport, privilégier les échanges en petits groupes, se respecter, etc.

Tableau 5

Évaluation de la méthodologie par les personnes ressources

	Faire pareil	Ne pas faire pareil
Mâcon	- Être rémunéré - Transports pris en charge - Travailler par journée - Groupe de sept : idéal - Convivialité, mélange de cultures	- Augmenter le temps de travail local - Démarrage trop long, lent (1^{er} coup à Paris) - Parité, égalité des sexes (présence masculine insuffisante)
Noisy-le-Grand	- Partir du vécu - Pouvoir donner son opinion - Garder des journées tous ensembles - Être payé, c'est normal car c'est un travail pour un organisme d'État, ça motive	- Avoir plus de temps - Se mettre en confiance avec les autres groupes - Se respecter pendant les prises de parole - Travailler davantage avec les autres groupes - Davantage tenir compte des personnes ne sachant ni lire ni écrire (méthodes)
Redon	- Ne pas changer l'animateur - Ne pas faire des réunions trop longues - Distribuer la parole - Transmettre l'intégralité des travaux à l'ONPES - Refaire la démarche régulièrement (tous les deux ans) - Garder la convivialité, le respect, la confiance	- Avoir plus de temps dans chaque groupe et entre tous les groupes, à Paris ou par d'autres moyens (webcam, par exemple) - Être ponctuel - Arriver la veille pour ne pas être fatigué (à Paris) - Réunir d'autres personnes vivant la pauvreté (dans le futur) - Éteindre les téléphones portables - Travailler avec l'ordinateur (visioconférence) - Ne pas couper la parole - Travailler avec des personnes qui se sont sorties de la pauvreté (pour savoir comment...)
Pont-de-Chéruy	- Étaler les travaux sur plusieurs mois - Alternier petits groupes locaux et grand groupe national - Garder la présence de techniques permettant confiance, écoute, convivialité - Indemniser les participants - Privilégier les travaux en petits groupes pour mieux échanger	- Élargir avec de la collecte d'éléments à l'extérieur (enquête, etc.) - Faire des réunions plus longues, plus rapprochées et plus nombreuses - Mieux réguler les prises de parole - Mieux cibler les objectifs attendus - Passer à l'action en plus de la réflexion - Organiser une action - Avoir plus de temps pour travailler

Quelles méthodes développer ?

Nos recommandations se résument à une seule ligne directrice : poursuivre cet effort d'association des personnes expertes en matière de pauvreté et d'exclusion à la production rigoureuse d'une connaissance des phénomènes de pauvreté et des mécanismes d'exclusion. Nous sommes tellement conscients de la fécondité et des limites de cette première expérimentation que nous ne voyons pas quelle autre

recommandation nous pourrions faire. La question devient alors : comment pérenniser ce travail, comment l'inscrire dans les structures actuelles de production de connaissance de l'État ?

D'abord, on l'a vu plus haut, en imaginant un dispositif simple et efficace permettant d'assurer aux experts (les personnes ressources dans ce rapport) une contrepartie financière digne, c'est-à-dire une contrepartie financière reconnaissant vraiment la nécessité et la validité de leurs travaux. Ensuite, en contractualisant avec chacune d'elles un engagement dans la durée. Une durée qui soit une véritable durée de recherche. Cette recommandation tombe sans doute au plus mauvais moment pour les finances publiques, mais de deux choses l'une :

- soit l'État considère que la voie explorée n'apporte rien de nouveau et oppose une fin de non-recevoir ;
- soit il considère que cette voie doit être poursuivie et il s'en donne alors les moyens. Du reste, au regard du budget annuel de l'État, le montant de cet engagement serait dérisoire. Est-ce trop demander pour éclairer la nation sur ce qui la gangrène de l'intérieur ?

Sur un plan de méthode, il nous semble que le va-et-vient formalisé plus haut peut constituer un début de méthode en six phases de travail, qui prennent en compte (figure 1) :

- ce que disent les personnes ressources, dans un climat confiant et responsabilisant ;
- ce que l'on peut ensemble en déduire en termes de grandeurs et de domaines ;
- ce que l'on peut inventer comme indicateurs et instruments de mesure (et leur faisabilité, leur fiabilité, etc.) ;
- l'examen des phénomènes émergents ;
- et enfin la recherche de domaines et de grandeurs « transverses ».

Si plusieurs groupes de travail s'attellent à ce chantier avec une méthode unique, par exemple celle qui est proposée ci-dessus, on peut espérer que la connaissance sur la pauvreté et l'exclusion fasse des progrès significatifs. D'autres indicateurs émergeront, d'autres domaines aussi.

Pourquoi suggérons-nous plusieurs groupes de travail ? Certes, c'est plus complexe pour la mise en œuvre, voire pour la relecture interactive par différents groupes de ce qu'ils ont produit séparément. Mais, justement, notre expérimentation a mis en évidence que les différents groupes de travail apportaient des dimensions (grandeurs, indicateurs, instruments de mesure, modes opératoires) très différentes les unes des autres ; et, au moment des mises en commun et confrontations collectives, ces dimensions s'enrichissent encore.

Combien de temps de travail ? Sur quelle durée engager le processus ? Cette question est d'une importance cruciale. Combien de temps de travail un chercheur spécialisé sur un domaine précis (par exemple la pauvreté et l'exclusion) doit-il passer à y travailler ? Et sur quelle durée ? Quand a-t-il terminé ses recherches,

comme s'il n'y avait plus rien à découvrir, à comprendre autrement... ? Il ne s'agit pas que des personnes ressources puissent devenir des « contributeurs à temps plein ». Mais pour autant se pose vraiment la question : comment des personnes ressources peuvent-elles se qualifier dans de telles démarches ? Comment se familiariser, au-delà d'une expérimentation ponctuelle, avec les exigences de la structuration d'une connaissance de la pauvreté ? Comment certains peuvent-ils acquérir une expérience tout en permettant en permanence à d'autres moins expérimentés dans ce genre de démarche d'y trouver aussi une place ?

Entre le tout ou rien, entre le « temps plein » et le « ponctuellement », sans doute y a-t-il des justes milieux à inventer, avec des systèmes de « rotation » (travailler un certain temps sur une certaine durée, puis passer la main à d'autres). Deux écueils sont à éviter : celui du « temps plein » et celui du « long temps » ou du temps indéterminé. En effet, devenir une personne ressource à temps plein ou à durée indéterminée, ce serait risquer de perdre le contact avec les personnes pauvres et de devenir un « professionnel de la parole sur la pauvreté ».

Comment composer les groupes de travail ? D'après notre expérience, quelques conditions ont paru favorables à la réussite d'une telle démarche, du point de vue de la composition et du fonctionnement de groupes de travail.

- Des personnes ayant vécu ou vivant des situations de pauvreté, de grande précarité et d'exclusion.
- Privilégier les personnes ayant le vécu le plus difficile.
- Ces personnes doivent être proches géographiquement pour se réunir sans avoir à résoudre trop de difficultés matérielles (le travail de groupe est indispensable).
- Des horaires décidés par le groupe pour tenir compte des contraintes nombreuses dans la vie des personnes.
- Des personnes qui, au-delà du groupe de travail, se connaissent ou apprennent à se connaître, ont d'autres occasions associatives ou de quartier de réfléchir ensemble, d'expérimenter des méthodes de recueil des données, etc. Bref, des liens qui se créent ou se renforcent et qui s'inscrivent dans une certaine durée, une certaine continuité.
- Un groupe de travail composé précisément et peu nombreux (plutôt de 7 à 10 personnes, que de 12 à 15 personnes).
- Une telle configuration permettrait aussi que le travail « pour les autres à l'échelle nationale » ait également un impact local positif en termes de liens créés, de réseaux, de dynamique locale, avec des résultats concrets.

Quels modes d'animation, quelles compétences ? Nous savons d'expérience que, animer des groupes de personnes ressources, et plus encore des rencontres de personnes ressources et d'autres personnes (chercheurs, personnes de l'administration), requiert de réels savoir-faire qui ne peuvent s'acquérir en quelques mois. Nous avons par ailleurs la conviction qu'il est absolument nécessaire que de tels savoir-faire (animer dans un but de connaissance et d'action des réflexions issues

du vécu de personnes en situation de pauvreté et d'exclusion ; animer des réflexions croisées d'acteurs aux expériences et aux modes de vie et de travail radicalement différents) se développent, se multiplient, se partagent, se pratiquent. L'engagement durable de l'État dans des démarches de ce type ne peut se contenter de « sous-traitance d'animation », il doit aussi, voire surtout, se concrétiser par du développement interne de compétences.

Enfin, il faut ajouter une condition très importante : l'animateur ne doit pas avoir de relation de dépendance avec les personnes ressources. Par exemple, il ne serait probablement pas possible qu'un tuteur réunisse les personnes dont il gère les tutelles pour être l'animateur d'un groupe de recherche comme celui que nous avons vécu. Parler librement de l'argent et des revenus dans ces conditions serait beaucoup plus délicat.

Construire une connaissance, la partager et s'en servir

Depuis la nuit des temps, l'être humain construit des connaissances nouvelles, les partage, s'en sert. Pensons simplement à l'agriculture, à l'industrie, aux transports, à la santé, à l'informatique, etc. Tous ces petits pas concourent à l'amélioration de nos manières de vivre – ce que l'on nomme souvent le progrès. Ainsi, dans de très nombreux domaines se structurent des métiers autour de la connaissance : métiers de ceux qui construisent la connaissance (chercheurs, universitaires, etc.) ; métiers de ceux qui la partagent et la diffusent (enseignants, journalistes, « témoins », etc.) ; métiers de ceux qui l'utilisent (artisans, salariés d'usines, « métier » de consommateurs et même de citoyens si l'on s'autorise cet abus de langage, etc.). De nombreuses communications et interactions existent souvent entre ces différents types de « métiers ». C'est ainsi que l'on améliore les médicaments ou les automobiles : en « obligeant » quasiment les futurs « utilisateurs » à échanger avec les concepteurs. L'innovation est à ce prix.

Qu'en est-il alors des connaissances humaines en général, de la pauvreté et de l'exclusion en particulier ? Les interactions entre trois types de métier (constructeurs « professionnels » de la connaissance, diffuseurs de la connaissance, utilisateurs de la connaissance) sont ici encore plus nécessaires et pourtant encore moins évidentes, encore moins pratiquées. Là, il ne suffit pas de « se passer le relais » de métier en métier. Il est nécessaire de s'approprier, de se côtoyer de plus près. Il faut en inventer les modalités. Chacun sait qu'un médecin hospitalier qui passe un mois dans un lit d'hôpital ne voit plus de la même manière son milieu professionnel. *« Les événements vécus sont la clé des événements observés »*, nous livre Germaine Tillion. Alors, l'appel auquel nous conduit notre travail expérimental, modeste, est d'une très grande ambition : développer une dynamique de connaissance à partir de personnes ressources qui porte sur les trois registres et qui nous concerne tous, chercheurs, diffuseurs, acteurs-utilisateurs. Cette dynamique comprend :

- la nécessité de développer ensemble des démarches de connaissance solides entre les constructeurs professionnels, les diffuseurs et les utilisateurs ;

- la nécessité d'inventer des modes de diffusion et de partage de la connaissance ; la diffusion par Internet ou par des rapports écrits ne suffit pas ; il faut inventer comment des personnes ressources peuvent être, auprès des chercheurs et d'autres, des acteurs à part entière de la diffusion et de l'appropriation de connaissance ;
- la nécessité que chacun puisse être utilisateur de la connaissance, c'est-à-dire s'en servir et l'enrichir à son tour.

Le travail présenté ici permet un pas en avant en ce qu'il a été un travail collectif des personnes en situation de pauvreté. Elles ne sont pas restées des sources individuelles de connaissance à exploiter par d'autres. Elles ont bâti une réflexion à partir des sources qu'elles se donnaient elles-mêmes à partir de leur expérience de la pauvreté. Elles ont montré l'intérêt de leur contribution et espèrent qu'il sera reconnu. Mais le risque que cette contribution soit utilisée, interprétée par d'autres sans qu'elles puissent y apporter leurs propres pensées, demeure entier.

Pour dépasser cette fragilité, c'est une tout autre vision de la démarche qui devrait être désormais promue. Les résultats en seraient beaucoup plus riches et rigoureux et, de ce fait, plus pertinents. En effet, si l'on parvenait à mettre autour de la même table des conceptions, des modèles, des sources de connaissance qu'ont les premiers intéressés, d'une part, et les constructeurs de connaissance et les diffuseurs, d'autre part, on pourrait faire se croiser et s'enrichir des questionnements liés à des expériences singulières et des idées d'utilisation des fichiers de données objectives, que les personnes en précarité ne peuvent pas imaginer. Nous serions alors plus proches d'une vision plus globale et plus fine de la pauvreté, à seule fin de la combattre.

Riches de nos différences, sûrs de nos complémentarités, fiers de nous engager ensemble pour davantage de démocratie effective pour tous et pour chacun, osons-nous relever le défi de coopérations nouvelles ?

Annexe 1

Les participants aux travaux

Les coordinateurs	Les animateurs et correspondants de terrain	Les personnes ressources
Denys Cordonnier (chef de projet) Etienne Bæspflug Avec l'appui ponctuel de Corinne Salver	Noisy-le-Grand Brigitte Jaboureck Côme des Bourboux Caroline Dacharry Jean-Pierre d'Heedene	Manuel Martin-Cerezo Mohamed Mebarek Louisa Benregreg Patrick Caudron Marie Vaillant
	Saône-et-Loire et Jura (Mâcon) Marie-Agnès Fontanier Jean-Luc Graven	Aline Janiaud Durlinda Dacalva (dite Lili) Joëlle Desnoux Martine Buchet Didier Metrot Michèle Pansard Kheira Belmokhtar
	Nord-Isère (Pont-de-Chéruy) Suzanne Rosenberg Fabienne Brugel Claire Saint-Sernin Michel Chinchole Nicole Caclin Jean-Paul Ramat Emy Lévy Jean-Yves Béfort	Alain Aslanian Christine Bechikh Djamel Benchaabane Fatima Choucha Zohra Choucha Amadou Diallo Valérie Durand Laurence Favre Jacques Karagavourian Stéphane Létiers Hélène Marthoud Sylvie Spiri
	Redon Denis Prost Mélanie Durand	Judy Sauvourel Emmanuel Moineau Laurence Langlais Fouzia Pira Angéline Robert Brigitte Jossic Aliette Larquemin Benoît Baudin Claudine Huet Sabrina Bourdais Nathalie Tetiot Didier Druart Michelle Sonrier

Annexe 2

Extrait de la production de domaines, grandeurs, indicateurs

Domaines	Grandeurs	Code	Indicateurs	Vécu et réflexion sur le vécu
Domaine 3 - Image de soi et rapport à l'environnement	Grandeur 3-2 - Enfermement Découragement	115 M	« Je laisse les volets fermés toute la journée »	À quelle fréquence cela arrive-t-il ? À quels moments, à quelles occasions cela arrive-t-il ? Quelles conséquences cela a-t-il ? « Regarder la TV toute la journée, ne voir personne. » Lien avec la pauvreté : - « Des moments critiques : fin du mois, pas d'arrivée des Assedic, de la CAF, plutôt en fin de mois, trop de factures, trop de soucis, accumulation de problèmes (voiture en panne, réponse négative pour le boulot, santé...) » - « Personne ne m'invite, parce que je ne peux plus inviter personne pour aller se promener avec moi, c'est le cœur qui est en jeu, qu'est-ce que je fais là ? » Conséquences : « La solitude, l'exclusion. « je n'en peux plus, j'en ai marre, pourquoi je suis là ? On se pose toutes les grandes questions de l'humanité, pas de solution, pas envie de vivre, envie de dormir pour tout oublier. » « On se jette sur la cigarette de plus en plus, l'alcool pour oublier, la nourriture. » « On loupe des RV administratifs, avec l'assistante sociale (pourquoi vous n'êtes pas venue ?) en plus on se fait engueuler, j'en peux plus de raconter ma vie, et ce n'est pas la peine d'y aller je suis juste au-dessus des barèmes. » « On loupe aussi des rencontres avec la famille, des amis, qui feraient du bien s'ils savaient. » La mesure « Si on fait ça une fois par mois, c'est un signe qu'on va mal et importance de la durée : un jour ou deux, ou 15 jours ? » « Plus tu t'enfermes, plus tu t'exclus. » « Se faire violence pour ouvrir les volets, pour sortir de soi. Retourner comme le fœtus. »
		116 M	« Je n'ai pas envie de m'occuper des problèmes scolaires de mes enfants »	« De quoi s'agit-il ? Des devoirs au quotidien, de problèmes qui arrivent de temps en temps (discipline, mauvaises notes...), des questions administratives, d'organisation ? Comment cela se traduit-il ? « Je ne m'en occupe pas, je le fais quand même, mais c'est tendu, quelqu'un d'autre le fait, je ne le fais pas, et dans ce cas, quelles sont les conséquences ? » Est-ce permanent, régulier, à quelle fréquence ? Quelles conséquences : regard des autres (les maîtres, les autres parents, les travailleurs sociaux...), comportements des enfants ? Les rapports avec l'école « Un enfant en difficulté, c'est un tout, l'instit voit le scolaire mais aussi la situation, du coup, L'enfant a des problèmes en tout : discipline, travail. On ne va pas à la rencontre de l'instituteur, on attend la convoc. Les instit comprennent mal que les parents ne viennent pas, ne lisent pas le carnet de correspondance. Si on n'est pas bien, on communique le mal-être aux enfants, ça se répercute sur les enfants. On se sent comme des gamins devant la maîtresse on a peur, il y a des choses qu'on veut cacher, qu'on fuit ; on ne veut pas dévoiler la situation. Quand on ne va pas bien, on n'a pas envie que ça se sache. Il y a aussi le parent qui ne veut pas y aller parce qu'il ne sait pas lire et écrire, des parents qui parlent pas bien français. L'école emploie des mots qu'on ne comprend pas, on n'a pas appris les mêmes choses, on

Domaines	Grandeurs	Code	Indicateurs	Vécu et réflexion sur le vécu
Domaine 3 - Image de soi et rapport à l'environnement	Grandeur 3-2 - Enfermement Découragement	116 M	« Je n'ai pas envie de m'occuper des problèmes scolaires de mes enfants »	avait d'autres méthodes : nous, c'était le calcul mental, maintenant c'est la calculatrice. Les méthodes ont changé. Le langage est administratif. » « L'institut m'a expliqué comment faire la soustraction et du coup je suis aux côtés de l'institut (je viens avec elle pour des sorties), mais la maman qui reste recluse, du coup « groummmmmp ». Sentiment de l'institut qu'il y a un délaissement de la part des parents : l'éducation ça vient de la base (les parents). Il faudrait accepter de voir l'institut. pour aider l'enfant mais c'est se montrer tel qu'on est. Mais il faut avoir du mordant, se bouger. » « S'entendre dire : vous êtes une mauvaise mère... On ne va pas aux réunions de parents, rencontrer les autres parents, on ne veut pas se comparer. L'institut dit aux enfants qu'elle en a marre d'eux, du coup ils pensent « je suis bon à rien, je suis nul », ça va nous poursuivre toute la vie. T'arrives à le croire. L'enfant finit par y croire. Les enfants sont dans la même peur. Demain ? La DDASS... J'ai quitté l'école à 12 ans, je ne peux pas aider mes enfants, ils se débrouillent entre eux. Ils s'entraident. » Conséquences : « Plus d'échec scolaire, être convoqué devant l'académie, suppression d'une partie des allocations, enfants placés ; c'est une forme de maltraitance... » « Il y a tous les préjugés... Les gens se désintéressent. Il faut montrer à nos enfants qu'il y a des choses à faire même si on n'est pas toujours à l'aise mais je suis content de le faire pour mes enfants. Il faut fréquenter le milieu scolaire sinon c'est l'échec scolaire. » « Si l'instituteur sait la situation ça peut être négatif (on leur fait ressentir d'où ils viennent...). Si ça ne se passe pas bien avec le maître je vais vers la directrice. »
		117 M	« Je ne parle qu'aux personnes avec qui je suis obligé(e) de le faire (ex. le facteur) »	Qui sont ces personnes ? « Le facteur, le médecin, le pharmacien, quelques personnes âgées que je connais, l'assistante sociale, l'aide ménagère, le boulanger qui passe, l'infirmière à domicile, Mais il y a aussi... une amie proche (ça me soulage, amie de confiance, on déverse ses soucis)... » « Est-ce que je ne peux pas ou est-ce que je ne veux pas ? » « On ne peut pas parler par peur d'être jugé, que les gens ne comprennent pas dans quelle situation on se trouve, qu'on nous prenne en pitié. Je ne veux pas être jugé donc je ne veux pas partager mon problème. » « J'ai un confident, c'est un ami, vous allez peut-être rire mais c'est un prêtre, avec lui, on sait que ce qu'on dit ça ne sortira pas. » « Les confidents c'est les membres de l'association. On peut compter qu'ils nous écoutent. » « Je suis souvent confidente pour des gens qui viennent frapper mais on les écoute et on accumule et ça pèse, leur situation. Je prépare la boîte de mouchoirs. » « On vit dans un monde où c'est tellement « robot » qu'on ne sait plus à qui parler. » À quelle fréquence ? « C'est trois ou quatre fois dans la semaine en moyenne. »

Domaines	Grandeurs	Code	Indicateurs	Vécu et réflexion sur le vécu
Domaine 3 - Image de soi et rapport à l'environnement	Grandeur 3-2 - Enfermement Découragement	118 M	« Je ne participe pas à la fête du quartier, j'envoie mes enfants »	« Est-ce le seul événement où je fais ça ? Sinon, quels sont les autres ? Pourquoi ? Peur que les voisins voient la situation (attitude, pas de quoi apporter quelque chose à manger, ou offrir aux enfants un jeu s'il est payant...), Peur que les voisins demandent des nouvelles, d'avoir à en demander... » « J'envoie mes enfants à ma place dans plusieurs circonstances : Tout ce qui se passe dans le quartier, la kermesse de l'école, la fête du village, la fête de l'école (parce qu'on ne peut pas donner de l'argent aux enfants). » Pourquoi ? « Dans ces lieux, on discute autour des loisirs : on a été voir le dernier film, t'as vu mes nouvelles chaussures, pas chères, où vas-tu en vacances ? On se sent donc à part, puisqu'on ne part pas en vacances... ça énerve ! » « Pas envie de parler, t'as rien à dire, rien à raconter. » « Pas d'envie d'écouter les problèmes des autres. » « Je n'ai plus envie de communiquer, ça me soûle. » « Dans une grande ville, il y a des activités, alors qu'en rural il faut faire plus d'efforts, il faut prendre la voiture. » « Le truc : aider, être membre d'une association pour aider et participer, être prêt à donner de soi-même. La rencontre de l'autre provoque à parler de soi, et on n'a pas envie. »
		119 M	« Je ne réponds pas au téléphone : je n'ai rien à dire »	« Est-ce systématique, ou seulement certains jours, à quelle fréquence cela arrive-t-il ? À quels moments, dans quelles occasions ? Est-ce avec tout le monde ? Quelles conséquences : le téléphone sonne moins souvent, certaines personnes s'inquiètent et viennent me voir à domicile, des relations se coupent, des questions administratives restent en suspens... ? » « Peur qu'on me réclame de l'argent. Maintenant on est relancé par SMS et par téléphone. On nous appelle même pour des voisins : c'est l'huissier qui nous demande des renseignements et qui veut qu'on intervienne à sa place. Il rêve ! » « Ca se passe plutôt en périodes de stress, en fin de mois ; quand on a eu des mauvaises nouvelles au courrier et qu'on craint la relance au téléphone ; Quand on est mal c'est avec tout le monde. Même avec mes enfants, je n'ai pas envie de répondre. » « Le téléphone sonne moins souvent, le voisinage s'inquiète, il y en a aussi qui ne s'inquiètent pas. Ca reporte les problèmes ça s'amplifie, ça empire. On redoute l'huissier... On attend le dernier jour, quand on est acculé. On est prêt à mentir pour sauver la situation. » « Cette situation se passe environ une fois par mois, quand on voit s'afficher des numéros cachés, on ne répond pas. »
		120 M	« Je ne sors pas de limites du quartier » (également dans grandeur 7-1)	Où sont les limites du quartier ? « Le quartier, c'est : la boulangerie, le docteur, la pharmacie, le bureau de tabac, Leader Price, notre jardin public. On tourne autour d'un certain lieu. C'est aussi les écoles, le collège. C'est les 20 immeubles du coin. Au centre-ville on n'y va pas. » À quelles occasions est-ce que j'en sors quand même ? » « Je suis sortie à l'occasion de la fête du quartier. Pour des papiers, aller voir un médecin, un spécialiste. La fête de la musique. Un pique-nique. Aller se reposer ailleurs un dimanche, se mettre au bord de Saône, se balader le long du canal, je sors très rarement sauf pour marcher un peu dans les champs, quand il y a un décès, pour aller à l'église, rencontrer une association... »

Domaines	Grandeurs	Code	Indicateurs	Vécu et réflexion sur le vécu
Domaine 3 - Image de soi et rapport à l'environnement	Grandeur 3-2 - Enfermement Découragement	120 M	« Je ne sors pas de limites du quartier » (également dans grandeur 7-1)	« À quelle fréquence ? Les sorties, c'est entre une fois par semaine et deux ou trois fois par semaine. » « Pourquoi je n'en sors pas : coût, peur, pas de raisons, personne avec qui le faire... ? » « Je suis invitée à un mariage mais je n'y vais pas par manque d'argent, par peur, pour éviter des personnes que je pourrais rencontrer. » « À part les 4 qui sont dans mon bâtiment je ne connais pas mes voisins. J'évite les contacts : si on m'invite, il faudra que je rende. » « Sortir, ça demande de l'argent. Même une brocante ; on aime autant que les gens ne nous voient pas. Je n'avais personne pour aller à la fête du quartier. J'ai appelé ma voisine. On y est allées ensemble. On peut rien acheter, offrir à boire, même acheter une part de gâteau vendu par l'association. On aimerait pouvoir vivre sans compter. »
		121 M	« Je ne veux pas parler de ma situation par peur d'être jugé(e), de devoir me justifier »	
		135 M	(Question de l'absence de « mordant » chez les jeunes)	Le groupe a eu un débat sur le « mordant » des jeunes (voir annexe 5), dont voici un court extrait : « C'est quoi le mordant ? C'est l'envie de réussir, de s'en sortir, avoir la hargne, la motivation, s'investir soi-même. C'est avoir confiance en soi (...) Quand t'es pauvre tu manques d'assurance, si ça fait 6 mois que t'es au chômage, pour le patron t'es en situation instable. Le manque de mordant peut nous emmener dans la pauvreté, tu te laisses t'enfoncer (...) Il y a aussi le contraire (...). »
		178 P	Nombre de jours passés seul	
		215 P	Nombre d'heures dormies dans la journée	« J'ai peur de ne plus avoir de courage. » « J'ai peur de remonter parce que j'ai peur de redescendre encore plus bas ensuite. » « J'ai peur d'une nouvelle déception. »
		216 P	Nombre de démarches abandonnées (également en grandeur 4-4)	« Je ne crois plus en rien, je ne sais plus aimer. » « Peur de ne plus avoir peur de rien, ni de la maladie, ni d'un accident, sauf des dettes que je laisserais aux enfants. Pas de but, plus de but précis. Je suis arrivé. »
		217 P	Nombre de jours où l'on ne se lève plus sans être malade	« Quand on s'en fout de tout, il n'y a plus rien qui vous tient. » « La position dans laquelle j'étais avant : j'en ai marre, je ne veux plus rien entendre, je ne veux pas appeler au secours. Je suis recroquevillée. C'est une position que je redoute. Toujours tourner le dos, c'est par rapport au regard des autres, pas affronter ce que je vis. »
		218 P	Nombre de rendez-vous d'aide ou d'emploi non honorés	« Là où je suis, c'est la dernière porte vers le néant. Il n'y a plus d'attente, plus d'avenir, plus rien. » « Aujourd'hui je suis un peu dans le mouvement sans y être mais j'ai envie d'avancer. »
		219 P	Nombre de réponses différées	« Un participant est découragé du temps passé à Lidl pour comparer les prix et acheter de quoi se nourrir au moins cher. Il a appris à ses enfants à le faire pour qu'ils le fassent pour lui. »
		272 R	Pourcentage de personnes qui ont l'impression d'être enfermées dans leur situation	

Domaines	Grandeurs	Code	Indicateurs	Vécu et réflexion sur le vécu
Domaine 3 - Image de soi et rapport à l'environnement	Grandeur 3-2 - Enfermement Découragement	274 R	Pourcentage de personnes qui ressentent de la culpabilité du fait de leur situation	La souffrance de dire toujours non à ses enfants, la culpabilité « À chaque fois, dire non à son enfant, c'est très très très dur à encaisser. "Ah, tu veux jamais !" Ils croient que tu ne veux pas alors que tu ne peux pas. Même si tu te privas pour tes enfants, c'est quand même dur. Quand tu ne peux pas, tu ne peux pas. (...) Un exemple tout bête : quand tes enfants sont au collège et qu'il y a les sorties, par exemple en Angleterre, et que tu vois qu'il n'y a que ton enfant qui reste sur toute la classe parce que tu ne peux pas, malgré qu'il y a quelques aides du collège, tu es mal. Et l'enfant aussi. Toute la classe y va et il sera tout seul, ou ils seront deux maximum dans la classe sur une classe de 28 élèves. » « Au sein de ta propre famille, admettons, la femme ne travaille pas, elle va garder les enfants, et l'homme travaille. Il se culpabilise parce qu'il n'arrive pas à nourrir sa famille. Pour l'homme, sa première mission, c'est lui qui doit apporter le salaire pour faire vivre la famille. Et, malgré qu'il travaille, il n'arrive pas à faire vivre sa famille décemment. » Trop de soucis, on ne voit pas la sortie « Si on s'enferme, ça devient une prison. On est dans un carcan et on ne sait plus comment en sortir. (...) Quand on avait notre commerce, on ne pouvait pas arrêter notre commerce parce que tu n'as pas le droit aux ASSÉDIC, tu n'as droit à rien. Tu es complètement bloqué. C'est infernal. Tu n'as pas d'autre choix que de continuer jusqu'à ce que tu ne puisses plus et qu'on t'étrangle carrément. »
		276 R	Pourcentage des personnes qui se sentent dévalorisées	La dévalorisation de soi « Quand on ne retrouve pas de travail, très vite, on se dévalorise. » « À mon âge, on se sent dévalorisé »
		277 R	Taux de suicide parmi les personnes pauvres (également en grandeur 6-1)	Fragilité psychologique (et physique), dépression. On est mis en situation de danger « Tu viens de perdre la personne que tu aimais. En plus toutes les dettes. Et là, tu prends tout dans la g... Souvent c'est dur, comment tu veux essayer de remonter la pente alors que toi tu es en bas ? » « Il suffit d'un problème familial, la goutte d'eau qui fait déborder le vase. Et puis on se laisse couler. Et ça finit par l'exclusion si on n'y prend pas garde. » « Psychologiquement, c'est dur à gérer. C'est le matin, se réveiller et se dire, c'est le cauchemar qui continue. Être obligé de garder le moral, malgré tout, ne rien laisser paraître à ses enfants... » « C'est usant au niveau psychologique. Et c'est la tête qui commande tout le corps : si la tête n'est pas bien, le corps réagit »